

## Commissions

### Révision Constitution

COMMISSION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

*Président : M. André Flahaut*

#### ➤ VENDREDI 8 NOVEMBRE 2013

Propositions jointes :

- Proposition (Stefaan Van Hecke, Yvan Mayeur, Raf Terwingen, Daniel Bacquelaine, Karin Temmerman, Patrick Dewael, Catherine Fonck, Muriel Gerkens) de révision de l'article 142 de la Constitution, n° 2969/1.

- Proposition de loi spéciale (Stefaan Van Hecke, André Frédéric, Raf Terwingen, Daniel Bacquelaine, Karin Temmerman, Patrick Dewael, Catherine Fonck, Muriel Gerkens) modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, n<sup>os</sup> 2970/1 et 2.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Olivier Henry, Raf Terwingen, Daniel Bacquelaine, Karin Temmerman, Patrick Dewael, Catherine Fonck, Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modifiant le Code électoral, n<sup>os</sup> 2972/1 et 2.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Olivier Henry, Raf Terwingen, Daniel Bacquelaine, Karin Temmerman, Patrick Dewael, Catherine Fonck, Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales pour l'élection du Parlement européen et modifiant la loi du 19 mai 1994 réglementant la campagne électorale, concernant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement flamand, du Parlement wallon, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle en matière de communications officielles des autorités publiques, n<sup>os</sup> 2973/1 à 3.

Avis du Conseil d'Etat.

Avis de la Communauté germanophone.

- Proposition (Olivier Maingain, Damien Thiéry, Bernard Clerfayt) de révision de l'article 180 de la Constitution en ce qui concerne la Cour des comptes, n° 3045/1.

- Par 10 voix contre 5, la commission a rejeté la demande de M. Weyts de reporter l'examen des propositions jointes.

- Par le même vote, la commission a rejeté la demande de M. Weyts de reporter le vote des ces propositions.

- M. Van Biesen et Mme Vienne ont été successivement désignés rapporteurs par 10 voix contre 5. La candidature de Mme Van Vaerenbergh a été rejetée par 10 voix contre 5.

- Exposés introductifs des auteurs des propositions jointes.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

- Sont intervenus : M. Weyts, Mmes Wouters, Pas et Gennez ainsi que le secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, M. Wathelet.

*Proposition de révision de la Constitution n° 2969*

- Un amendement a été déposé par M. Weyts et consorts. Cet amendement a été rejeté.

- La proposition, telle que corrigée, a été adoptée par 11 voix contre 4.

*Proposition de loi spéciale n° 2970*

- Des amendements ont été déposés par M. Van Hecke et consorts et M. Weyts et consorts.
- Les articles et les amendements n<sup>os</sup> 1 à 14 ont été successivement adoptés.
- L'amendement n<sup>o</sup> 15 a été rejeté.
- La commission a décidé de procéder immédiatement au vote sur l'ensemble de la proposition par dérogation à l'article 82.1 du Rgt.
- L'ensemble de la proposition de loi spéciale ainsi amendée et corrigée, a été adopté par 11 voix contre 5.

*Proposition de loi n<sup>o</sup> 2972*

- Des amendements ont été déposés par Mme Gennez et consorts, M. Weyts et consorts et Mme Pas.
- Les articles et les amendements n<sup>os</sup> 1 à 34 ont été successivement adoptés. Les amendements n<sup>os</sup> 35 à 37 ont été rejetés.
- La commission a décidé de procéder immédiatement au vote sur l'ensemble de la proposition par dérogation à l'article 82.1 du Rgt.
- L'ensemble de la proposition de loi ainsi amendée et corrigée, a été adopté par 11 voix contre 5.

*Proposition de loi n<sup>o</sup> 2973*

- Des amendements ont été déposés par Mme Gennez et consorts, M. Weyts et consorts et Mme Pas.
- Les articles et les amendements n<sup>os</sup> 1 à 23 ont été successivement adoptés. Les amendements n<sup>os</sup> 24 à 47 ont été rejetés.
- La commission a décidé de procéder immédiatement au vote sur l'ensemble de la proposition par dérogation à l'article 82.1 du Rgt.
- L'ensemble de la proposition de loi ainsi amendée et corrigée, a été adopté par 11 voix contre 5.
- En conséquence, la proposition de révision de la Constitution n<sup>o</sup> 3045 est devenue sans objet.

## **Économie**

---

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

*Président : Mme Liesbeth Van der Auwera*

➤ **MARDI 12 NOVEMBRE 2013**

Projet de loi modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité et modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, n<sup>o</sup> 3087/1.

- Rapporteur : Mme Karine Lalieux.
- Exposé introductif par le secrétaire d'Etat à l'Energie et à la Mobilité.
- La discussion a été entamée.
- Sont intervenus : MM. Kristof Calvo, Bert Wollants, Jean-Marie Dedecker, Willem-Frederik Schiltz, Bruno Tuybens, David Clarinval, Benoît Drèze et le secrétaire d'Etat à l'Energie et à la Mobilité et Mmes Muriel Gerkens et Rita De Bont.

Projet de loi portant insertion du livre VI "Pratiques du marché et protection du consommateur" dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre VI, et des dispositions d'application de la loi propres au livre VI, dans les livres I et XV du Code de droit économique, n<sup>o</sup> 3018/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Karel Uyttersprot).

- La discussion a été clôturée.
- Des amendements ont été déposés par le gouvernement et par M. Karel Uyttersprot et consorts.
- Les amendements n°s 3 et 4 de M. Karel Uyttersprot ont été rejetés.
- Les amendements n°s 1 et 2 du gouvernement, ainsi que les articles ainsi modifiés ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi modifié et corrigé sur le plan légistique, et par dérogation à l'art. 82,1, du Règlement, est adopté avec 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Projets de loi joints :

- Projet de loi portant insertion du livre XVII "Procédures juridictionnelles particulières" dans le Code de droit économique, et portant insertion d'une définition et d'un régime de sanctions propres au livre XVII dans ce même code, n° 3019/1.
- Projet de loi portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XVII "Procédures juridictionnelles particulières" du Code de droit économique, n° 3020/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Leen Dierick).

Projet 3019 (art. 78 Constitution)

- La discussion a été clôturée.
- Un amendement a été déposé par M. Tuybens et consorts.
- L'amendement et les articles ainsi amendés sont adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi amendé et moyennant quelques corrections techniques, et en dérogation à l'article 82,1 du Règlement, est adopté par 9 voix contre 2.

Projet 3020 (art. 77 Constitution)

- La discussion a été clôturée.
- Un amendement a été déposé par M. Tuybens et consorts.
- L'amendement et les articles ainsi amendés sont adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi amendé et moyennant quelques corrections techniques, et en dérogation à l'article 82,1 du Règlement, est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

### ➤ **MERCREDI 13 NOVEMBRE 2013**

Projet de loi modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité et modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, n° 3087/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Karine Lalieux).

- La discussion générale et la discussion par article ont été clôturées.
- 20 amendements ont été introduits par M. Calvo et consorts, Mme Gerkens et consorts et M. Wollants et consorts.
- Tous les amendements des membres ont été rejetés.
- L'amendement du gouvernement, ainsi que les articles ainsi modifiés, ont été adoptés.
- L'ensemble du projet, ainsi modifié, y compris les corrections sur le plan légistique, et en dérogation de l'art. 82,1, du Règlement, a été adopté par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

Prochaine réunion : mardi 19 novembre 2013.

## Justice

---

COMMISSION DE LA JUSTICE

*Président : Mme Kristien Van Vaerenbergh*

### ➤ **MARDI 12 NOVEMBRE 2013**

Projets de loi joints :

- Projet de loi portant des mesures diverses relatives à l'amélioration du recouvrement des peines patrimoniales et des frais de justice en matière pénale (I), n° 2934/1.
- Projet de loi portant des mesures diverses relatives à l'amélioration du recouvrement des peines patrimoniales et des frais de justice en matière pénale (II), n° 2935/1 (Continuation, clôture et votes).

- Rapporteurs : Mme Sophie De Wit et Mme Carina Van Cauter.
- La discussion générale a été clôturée.
- La discussion des articles du DOC 53 2934/001 a été entamée.
- Mme Van Cauter et consorts. (DOC 53 2934/001 et DOC 53 2935/001) et Mme Marghem (DOC 53 2934/001) ont déposé des amendements.

Projets de loi joints :

- Projet de loi portant des mesures diverses relatives à l'amélioration du recouvrement des peines patrimoniales et des frais de justice en matière pénale (I), n° 2934/1.
- Projet de loi portant des mesures diverses relatives à l'amélioration du recouvrement des peines patrimoniales et des frais de justice en matière pénale (II), n° 2935/1. (Continuation, clôture et votes).

- Rapporteurs : Mme Sophie De Wit et Mme Carina Van Cauter.
- DOC 53 2934/001: les amendements n°s 1 à 11 ont été adoptés.
- DOC 53 2935/001: l'amendement n° 1 a été adopté.
- Conformément à l'article 83 du Rgt, la commission a décidé de procéder à une deuxième lecture lors de sa réunion du 26 novembre prochain. La commission désire disposer d'une note légistique technique du Service juridique.

Projet de loi relatif à l'introduction d'une gestion autonome pour l'Organisation judiciaire, n°s 3068/1 et 2. (Continuation, clôture et votes). Amendements de Mme Marghem et consorts.

- Rapporteur : M. Renaat Landuyt.
- La discussion générale a été clôturée.

### ➤ **MERCREDI 13 NOVEMBRE 2013**

Projet de loi relatif à l'introduction d'une gestion autonome pour l'Organisation judiciaire, n°s 3068/1 et 2. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Renaat Landuyt). Amendements de Mme Marghem et consorts.

- La discussion des articles a été clôturée.
- Des amendements ont été déposés par Mmes Boulet, De Wit et consorts et par le gouvernement.
- Les amendements n°s 1 à 10 ont été retirés par les auteurs.
- Les amendements n°s 18, 19, 13, 20 et 21 ont été adoptés.

- En application de l'article 82.1, Rgt., la commission procèdera au vote de l'ensemble lors de sa réunion du 26 novembre.

Lettre du 13 juin 2013 du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif : discussion des remarques du rapport 2011-2012 du Collège des procureurs généraux (DOC 53 1418/8)

-Le ministre a fait des observations.

Prochaine réunion : mardi 19 novembre 2013.

### **Naturalisations**

---

COMMISSION DES NATURALISATIONS

*Président : M. Georges Dallemagne*

➤ **MARDI 12 NOVEMBRE 2013**

Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime.

- L'examen des dossiers a eu lieu.

Examen des dossiers évoqués par les membres.

- L'examen des dossiers a eu lieu.

### **Questions scientifiques et technologiques**

---

COMITÉ D'AVIS DES QUESTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

*Président : M. Steven Vandeput*

➤ **MARDI 12 NOVEMBRE 2013**

Audition sur le thème "les médias sociaux et les risques potentiels pour les jeunes, notamment en ce qui concerne la vie privée" avec Mme Clo Willaerts, spécialiste de l'internet.

- Mme Clo Willaerts a donné une présentation powerpoint et a ensuite répondu aux questions de MM. Georges Clarinval, Peter Dedecker et Steven Vandeput.

Prochaine réunion : mardi 17 décembre 2013.

## Affaires sociales

---

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

*Président : M. Yvan Mayeur*

➤ **MARDI 12 NOVEMBRE 2013**

Questions d'actualité au gouvernement

➤ **MERCREDI 13 NOVEMBRE 2013**

Questions d'actualité au gouvernement

Prochaine réunion : mardi 19 novembre 2013.

## Finances et Budget

---

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

*Président : M. Georges Gilkinet*

➤ **MARDI 12 NOVEMBRE 2013**

Lettre du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif.

- Actualisation du tableau relatif à la prise en considération des arrêts de la Cour constitutionnelle prononcés en 2011 et 2012 et discussion des arrêts prononcés en 2013.

- Un représentant du ministre des Finances, chargé de la Fonction publique a exposé le point de vue du ministre sur les arrêts formulés par la Cour constitutionnelle.

- Le représentant a répondu à la question de M. Daems (Sénat).

Projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire, n° 3022/1.

- Rapporteur : M. Philippe Goffin.

- Exposé introductif par le ministre des Finances, chargé de la Fonction publique.

- La discussion a été entamée.

- Sont intervenus : Mme Veerle Wouters et M. Georges Gilkinet.

- Le ministre a répondu aux questions des membres.

- Tous les articles du projet de loi ont été adoptés.

- L'ensemble du projet de loi y compris quelques corrections techniques d'ordre légistique a été adopté avec 10 voix et 3 abstentions.

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2014, n° 3070/1.

- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014, n°s 3071/1 et 2.

- Exposé général, n° 3069/1.

- Exposé introductif du ministre des Finances, chargé de la Fonction publique.

- Rapporteur : M. Kristof Waterschoot.

- Exposé introductif par le ministre des Finances, chargé de la Fonction publique.

Debriefing du Conseil Ecofin des 14 et 15 octobre 2013.

- Exposé par le ministre des Finances, chargé de la Fonction publique.

➤ **MERCREDI 13 NOVEMBRE 2013**

- Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2014, n° 3070/1.  
- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014, n°s 3071/1 et 2.  
- Exposé général, n° 3069/1.

Exposé introductif du ministre du Budget de la Simplification administrative.

- Le ministre du Budget et de la Simplification administrative a fait un exposé introductif.  
- Un amendement sur le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2014, n° 3070/1 a été déposé par M. Steven Vandeput.

Prochaine réunion : mardi 19 novembre 2013.

## Intérieur

---

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Président : M. Siegfried Bracke*

➤ **MERCREDI 13 NOVEMBRE 2013**

Projet de loi complétant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, en vue d'élargir la compétence de contrôle de la Cellule de traitement des informations financières en ce qui concerne l'extrémisme, n°s 2817/1 à 3.

Avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Avis du Conseil d'Etat.

(Avis à rendre à la Commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : M. Jenne De Potter.

- La commission a décidé à l'unanimité de se rallier aux observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis (voir DOC 2817/3) et d'inviter la commission des Finances à être attentive aux remarques de la Commission de la protection de la vie privée.

Projet de loi portant des dispositions diverses Intérieur, n° 3113/1.

Projet de loi joint:

- Projet de loi modifiant l'article 41 de la loi sur la fonction de police du 5 août 1992, en vue de garantir l'identification des policiers tout en améliorant la protection de leur vie privée, n°s 2871/1 et 2.

- Mme Slegers a été désignée comme rapporteur.

- La vice-première ministre et ministre de l'Intérieur a fait un exposé introductif.

- La discussion générale a été ouverte

- Le projet de loi n° 2871, transmis par le Sénat, a été disjoint de l'examen du projet de loi portant des dispositions diverses. Il sera réinscrit à l'ordre du jour d'une réunion ultérieure.

Projet de loi modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen en vue de transposer la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants, n° 3100/1.

Proposition de loi jointe:

- Proposition de loi (Peter Logghe, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs, Rita De Bont, Filip De Man, Annick Ponthier, Tanguy Veys) modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen en vue d'harmoniser l'âge en tant que condition d'éligibilité, n° 980/1.

- Mme Galant a été désignée comme rapporteur.
- La vice-première ministre et ministre de l'Intérieur a fait un exposé introductif.
- M. Logghe a fait un exposé introductif.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- M. Siegfried Bracke a déposé un amendement.
- L'amendement n° 1 et les articles ont été successivement adoptés. La commission a marqué son accord sur les corrections légistiques proposées par le président.
- Par dérogation à l'article 82.1, du Règlement, la commission a décidé de procéder au vote sur l'ensemble.
- L'ensemble du projet de loi a été adoptée avec 14 voix et une abstention.
- La proposition de loi jointe devient par conséquent sans objet.

Projet de loi modifiant la loi sur la fonction de police, la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et le Code d'instruction criminelle, n° 3105/1.

- Rapporteur : M. Jan Van Esbroeck.
- La vice-première ministre et ministre de l'Intérieur a exposé l'objet du projet de loi.
- La discussion générale a eu lieu.
- La demande de M. Degroote visant à organiser des auditions a été rejetée par 8 voix contre 5.
- Des amendements ont été déposés par M. Degroote et consorts et par M. Arens et consorts.
- Les amendements n°s 1 à 3 et les articles ont successivement été adoptés.
- Par dérogation à l'article 82.1, du Règlement, la commission a décidé de procéder immédiatement au vote sur l'ensemble.
- L'ensemble du projet de loi 3105, tel qu'amendé, a été adopté à l'unanimité.

Prochaine réunion : mardi 19 novembre 2013.

## **Défense nationale**

---

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Président : M. Filip De Man*

### ➤ **MERCREDI 13 NOVEMBRE 2013**

Ordre des travaux : préparation de la position de la Belgique relative à la Défense européenne - demande d'organiser une audition.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

Projet de loi modifiant la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral, n° 2955/1.

- Rapporteur : M. Georges Dallemagne.
- Le vice-premier ministre et ministre de la Défense a fait un exposé introductif.
- M. Christophe Lacroix est intervenu dans la discussion.
- La commission a décidé de demander l'avis de la commission de la Justice (art.28.4).

#### Questions actuelles au gouvernement

Prochaine réunion : mardi 26 novembre 2013.

### **Santé publique**

---

COMMISSION DE LA SANTE PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

*Président : Maya Detiège*

➤ **MERCREDI 13 NOVEMBRE 2013**

#### Questions actuelles au gouvernement

Projet de loi modifiant les chapitres I et II de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, n° 3049/1.

- Rapporteur : Mme Thérèse Snoy d'Oppuers.
- Des amendements ont été introduits par Mmes Snoy d'Oppuers et Muylle et consorts.
- La discussion a été clôturée.
- Des corrections d'ordre linguistique et légistique ont été apportées.
- Le projet de loi, ainsi corrigé et amendé, a été adopté à l'unanimité.

#### Questions actuelles au gouvernement

Prochaine réunion : mercredi 20 novembre 2013.

### **Infrastructure**

---

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

*Président : Mme Sabien Lahaye-Battheu*

➤ **MERCREDI 13 NOVEMBRE 2013**

Ordre des travaux.

Lettre du 26 juillet 2013 du Comité parlementaire chargé du suivi législatif concernant les arrêts de la Cour constitutionnelle entre le 1er janvier et le 30 juin 2013.

- La présidente enverra une lettre au ministre des Entreprises publiques pour une correction légistique dans le cadre de la réforme de la NMBS.

Proposition de résolution (Valérie De Bue, Jef Van den Bergh, Valérie Warzée-Caverenne, Christophe Bastin) concernant la promotion des véhicules qui utilisent le CNG comme carburant, n° 2901/1.

- Rapporteur : Mme Linda Musin.
- Les co-auteurs Mme Valérie De Bue et M. Jef Van den Bergh ont fait un exposé introductif.
- La discussion a eu lieu.
- Ont pris la parole : Mmes Valérie De Bue, Linda Musin et Sabien Lahaye-Battheu et MM. Jef Van den Bergh, Tanguy Veys, David Geerts et Ronny Balcaen.
- La proposition a été adoptée à l'unanimité sans modification.

Propositions jointes :

- Proposition de résolution (Valérie Warzée-Caverenne, Daniel Bacquelaine, Jacqueline Galant, Denis Ducarme, Valérie De Bue, Kattrin Jadin, Philippe Goffin) visant à organiser une base de données, consultable par les citoyens, reprenant toutes les informations relatives aux licences, agréments et respect des normes de sécurité des autocars dits de services occasionnels, n° 2573/1.

Proposition de résolution (David Geerts, Hans Bonte) relative aux effets de la libéralisation du marché interne sur le secteur du transport routier intérieur, n°s -2368/1 et 2.

- Proposition de loi (Karel Uyttersprot, Zuhail Demir, Bert Wollants, Minneke De Ridder, Miranda Van Eetvelde) relative à l'action directe et au droit de rétention des services de remorquage, n° 2171/1.

- Rapporteur : M. Jef Van den Bergh.
- La commission a décidé d'organiser des auditions avec les représentants du secteur du transport.

Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Nahima Lanjri, Nathalie Muylle, Leen Dierick) modifiant, en ce qui concerne les délais de prescription des infractions de roulage, la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, n°s 440/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : Mme Isabelle Emmery).

Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Leen Dierick, Stefaan Vercamer, Nahima Lanjri, Liesbeth Van der Auwera, Nathalie Muylle) modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière en ce qui concerne l'identification du contrevenant, n° 1791/1. (Continuation).

Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Patrick Dewael) modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière en ce qui concerne la déchéance du droit de conduire pour les véhicules non motorisés, n° 2916/1.

- Rapporteur : Mme Isabelle Emmery.
- La discussion continuera le mardi 3 décembre 2013.

Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Valérie De Bue, Christophe Bastin, Karin Temmerman, Sabien Lahaye-Battheu) modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en vue d'instaurer une limitation de vitesse pour les voies signalées par les signaux F99a, F99b et F99c, n°s 2915/1 à 3.

- Rapporteur : M. David Geerts.
- Exposé introductif de M. Jef Van den Bergh.
- La discussion a eu lieu.
- M. Tanguy Veys a pris la parole.
- La proposition a été adoptée à l'unanimité sans modification.

Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Karin Temmerman, Sabien Lahaye-Battheu, Lieve Wierinck) modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne le statut des aéroports, n° 2887/1.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.
- Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité enverra l'arrêté royal à tous les membres de la commission.

Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Jef Van den Bergh, Christophe Bastin, Valérie De Bue, Sabien Lahaye-Battheu, Karin Temmerman) relative au principe de la fermeture éclair dans la circulation, n°s 2850/1 et 2.
- Proposition de loi (Bert Wollants, Bert Maertens, Steven Vandeput, Minneke De Ridder, Veerle Wouters) relative au principe de la fermeture éclair dans la circulation, n°s 1567/1 et 2.

(Continuation). (Rapporteur : M. Ronny Balcaen).

- La proposition de loi sera jointe lors de la discussion de la réforme du code de la route.

Prochaine réunion : mardi 19 novembre 2013.

## Relations extérieures

---

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

### ➤ **MERCREDI 13 NOVEMBRE 2013**

Communication du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur la situation aux Philippines suite au passage du typhon Haiyan.

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes a fait un exposé sur la situation.
- M. Georges Dallemagne a pris la parole.

Debriefing de la mission du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes au Proche-Orient.

- Exposé introductif par le ministre.
- Ont pris la parole : Mmes Daphné Dumery et Corinne Permentier, M. Dirk Van der Maelen, Mmes Eva Brems et Thérèse Snoy d'Oppuers et M. François-Xavier de Donnée.

Débat d'actualité sur la situation en Egypte.

### [Questions actuelles au gouvernement](#)

Prochaine réunion : mardi 19 novembre 2013

## **Suivi missions à l'étranger**

---

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DU SUIVI DES MISSIONS A L'ÉTRANGER

*Président : M. Francis Delpérée (S)*

➤ **JEUDI 14 NOVEMBRE 2013**

Aperçu des missions militaires belges à l'étranger.

- Le vice-premier ministre et ministre de la Défense a donné un aperçu de la situation des missions belges à l'étranger.
- Le vice-premier ministre et ministre de la Défense et le lieutenant-général Marc Compagnol ont répondu aux questions de MM. Theo Francken et Christophe Lacroix.

---

## **Concertation parlementaire**

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

*Présidents : M. André Flahaut et Mme Sabine de Bethune (S)*

➤ **JEUDI 14 NOVEMBRE 2013**

Projet de loi modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité et modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, n° 3087/001.

*Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).*

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, n° 3106/001.

*Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).*

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi portant des dispositions diverses Intérieur, n° 3113/001.

*Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).*

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

## Poursuites

---

### COMMISSION DES POURSUITES

#### ➤ JEUDI 14 NOVEMBRE 2013

Nomination du président.

- M. Gerald Kindermans a été nommé président.

Poursuites à charge d'un membre.

Désignation du/des rapporteur(s).

- M. Renaat Landuyt a été désigné comme rapporteur.

- Ordre des travaux.